

 Direction de la sécurité et de la sûreté nucléaire	Nature du document : Instruction	Page : 1 / 9
	Référence du document : RSSN ORG-03-21 (I)	
	Titre du document : Politique de protection des intérêts 2022-2025	

## Politique de protection des intérêts mentionnés à l'article L. 593-1 du code de l'environnement 2022 - 2025

	Rédaction	Vérification	Approbation/Émission
Unité/Fonction :	DSSN/SSN DSSN/Dir	Directeur adjoint DSSN	Directeur DSSN
Nom :	Jacques COLLINET Laurence BOULARD Agnès JACQUET-SHIMAHARA	Olivier KADOUCH	Pascal YVON
Date/Visa :	 08-04-2022	11/04/2022 	25/22 

Référence du document : RSSN ORG-03-21 (I)	Page : 2 / 9
Titre du document : Politique de protection des intérêts 2022-2025	

## **Réf. :**

- Note d'instruction générale n° 712 du 1<sup>er</sup> février 2020 relative à l'organisation du CEA
- Note d'instruction générale n° 695 du 26 janvier 2018 relative aux missions et à l'organisation de la Direction de la sécurité et de la sûreté nucléaire (DSSN)
- Note d'instruction générale n° 741 du 11 janvier 2022 relative à l'organisation de la Sécurité au CEA
- Note d'instruction générale n° 729 du 14 décembre 2020 relative à la gestion de crise au CEA
- Instruction RSSN-ORG-03-01- décembre 2021 - Plan quadriennal d'amélioration continue de la Sécurité au CEA - 2022-2025

L'arrêté du 7 février 2012 fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base (« l'arrêté INB ») prévoit, dans son article 2.3.1 :

*« I. — L'exploitant établit et s'engage à mettre en œuvre une politique en matière de protection des intérêts mentionnés à [l'article L. 593-1 du code de l'environnement](#) affirmant explicitement :  
— la priorité accordée à la protection des intérêts susmentionnés, en premier lieu par la prévention des accidents et la limitation de leurs conséquences au titre de la sûreté nucléaire, par rapport aux avantages économiques ou industriels procurés par l'exploitation de son installation ou à l'avancement des activités de recherche liées à cette exploitation ;  
— la recherche permanente de l'amélioration des dispositions prises pour la protection de ces intérêts.*

*Cette politique définit des objectifs, précise la stratégie de l'exploitant pour les atteindre et les ressources qu'il s'engage à y consacrer.*

*II. — L'exploitant formalise cette politique, ainsi que son engagement à la mettre en œuvre, dans un document qu'il tient à la disposition de l'Autorité de sûreté nucléaire et des instances représentatives de son personnel. »*

En application de ces dispositions, la présente instruction a pour objet d'établir et de présenter la politique du CEA en matière de protection des intérêts mentionnés à l'article L. 593-1 du code de l'environnement (ci-après, « la politique de protection des intérêts »), à savoir, la sécurité, la santé et la salubrité publiques ainsi que la protection de la nature et de l'environnement.

Elle définit les mesures que le CEA, en sa qualité d'exploitant d'installations nucléaires de base (INB), prend pour assurer, d'une part, la priorité donnée à la protection de ces intérêts, d'autre part, la recherche permanente de l'amélioration de ces mesures. Elle matérialise l'engagement du CEA à mettre en œuvre cette politique, en définit les objectifs, et précise la stratégie pour les atteindre.

La politique de protection des intérêts concerne les INB, dont l'exploitation est placée sous la responsabilité opérationnelle des équipes de la Direction des énergies (DES) sur les centres de Cadarache, Marcoule et Paris-Saclay, et s'applique à toutes les phases de la vie de ces installations : la conception, la construction, le fonctionnement, la mise à l'arrêt définitif, le démantèlement, l'entretien et la surveillance.

En cohérence avec la NIG relative à l'organisation de la Sécurité au CEA, le contrat d'objectifs, signé entre la Direction générale et le Directeur de la DES, détermine les ressources associées aux différentes actions entreprises pour la mise en œuvre de cette politique.

Référence du document : RSSN ORG-03-21 (I)	Page : 3 / 9
Titre du document : Politique de protection des intérêts 2022-2025	

## Objectifs pour la période 2022-2025 :

La politique de protection des intérêts pour la période 2022-2025 s'inscrit dans la démarche d'ensemble portée par le CEA pour les quatre années à venir, fondée :

d'une part, sur deux axes transverses :

- *promouvoir la sûreté intégrée,*
- *renforcer l'amélioration continue de la protection des intérêts,*

d'autre part, sur des axes propres aux domaines concourant à la protection des intérêts :

- *protéger la santé, la sécurité et la salubrité publiques,*
- *garantir la sûreté de ses installations à toutes les phases de vie,*
- *maîtriser les impacts environnementaux de ses activités,*
- *maîtriser les activités confiées à des intervenants extérieurs,*
- *définir et mettre en œuvre une organisation de crise robuste et efficace.*

## I. LES AXES TRANSVERSES

### I.1. Promouvoir la sûreté intégrée

Par ce premier axe transverse, il s'agit de sensibiliser encore davantage chacun à l'importance de la protection des intérêts dans ses activités, quelles qu'elles soient, à tous les niveaux, et autant au sein de la ligne opérationnelle et managériale que de la ligne sûreté.

C'est par un engagement fort et réaffirmé, à la fois individuel et managérial, qu'une culture de sûreté opérationnelle prend tout son sens, et ce, de manière pérenne.

Plusieurs objectifs sont ainsi définis à travers cet axe transverse.

#### ▪ Gérer les compétences

C'est en faisant vivre les parcours de la filière sécurité/sûreté que la CEA poursuit la reconnaissance de l'importance qu'il accorde à la gestion des compétences : à la fois en permettant des évolutions entre postes fonctionnels et postes opérationnels, mais aussi en favorisant une progression des responsabilités.

La classification des installations du CEA, qui a permis une prise en compte graduée des risques en fonction des enjeux des installations, constitue un outil pour le développement des compétences des acteurs de la sécurité/sûreté.

Dans ce cadre, l'attention particulière portée aux métiers de la sûreté nucléaire sera poursuivie dans le but de constituer des viviers et des parcours évolutifs.

#### ▪ Développer la formation

#### Approfondir le processus de formation pour renforcer la culture de sûreté et prévenir ainsi les événements

Les analyses menées *a posteriori* sur les événements ont montré que la formation constitue l'un des facteurs permettant de prévenir les dysfonctionnements constatés. Le retour d'expérience recueilli lors de ces analyses met en évidence la nécessité d'approfondir le processus de formation tout au long du parcours professionnel à différentes étapes clés de la vie des installations et des laboratoires afin de promouvoir la sûreté intégrée.

Référence du document : RSSN ORG-03-21 (I)	Page : 4 / 9
Titre du document : Politique de protection des intérêts 2022-2025	

## Former aux facteurs organisationnels et humains

Les fonctions de soutien de la filière sûreté (au niveau des installations et des cellules de centre) sont formées à la prise en compte des facteurs organisationnels et humains (FOH) au travers notamment de deux formations existantes : prise en compte des FOH dans les activités à risque, intégration des FOH dans l'analyse des événements significatifs (ES).

Toutefois, pour pérenniser cette prise en compte des FOH, il est important de sensibiliser également la ligne d'action sûreté (chefs d'INB ou d'II) et le management de la ligne opérationnelle aux enjeux de ces démarches afin de favoriser l'intégration des FOH dans la sûreté, notamment dans les actions de prévention mises en place, au plus près du terrain.

## Former au-delà des acteurs sûreté : la ligne opérationnelle

La formation devra viser de manière particulièrement soutenue la ligne opérationnelle, afin de l'impliquer encore plus dans les enjeux de sûreté.

Ainsi, le renforcement de la culture de sûreté opérationnelle auprès des acteurs des installations permettra d'atteindre progressivement cet objectif.

### ▪ Communiquer / partager l'information

#### Favoriser la communication « ascendante » en complémentarité de la communication « descendante »

En complémentarité de la communication « descendante », il s'agira de favoriser une communication « ascendante », par une démarche de prévention participative impliquant, dans la mesure du possible, l'ensemble des parties prenantes, depuis l'identification des facteurs de risque et des mesures de prévention, au retour d'expérience sur l'efficacité de leur mise en œuvre.

Cette démarche devra être mise en œuvre à toutes les phases de vie des installations et des projets, et en particulier dès la conception, favorisant ainsi l'implication des acteurs opérationnels dans les enjeux de sûreté.

C'est notamment à travers les causeries de sécurité (au sens large), qui devront être pérennisées dans toutes les INB du CEA, à l'initiative non seulement des acteurs de la ligne sûreté mais aussi de ceux de la ligne opérationnelle et managériale, qu'une telle démarche prendra tout son sens.

De manière générale, il appartient à l'ensemble de ces acteurs de faire vivre le dialogue et être à l'écoute.

## Renforcer la communication transverse

Cela :

- par le développement des échanges dans le cadre des réseaux inter-centres et intra-centres ;
- en assurant une présence sur le terrain de tous les managers, pour une meilleure articulation des exigences du management et des réalités de terrain ;
- par des séminaires et campagnes thématiques ciblées en favorisant la contribution de tous les personnels.

Les échanges entre les directions de centre et les chefs d'INB devront également être renforcés, par des entretiens réguliers selon la complexité de l'installation.

Référence du document : RSSN ORG-03-21 (I)	Page : 5 / 9
Titre du document : Politique de protection des intérêts 2022-2025	

## I.2 - Renforcer l'amélioration continue de la protection des intérêts

Par ce second axe, il s'agit d'inciter chacun à prendre part à l'amélioration continue de la protection des intérêts, notamment par une attitude interrogative et la prise en compte du doute, favorisant ainsi une diffusion en profondeur d'une culture de sûreté au sein de l'organisme.

### ▪ **Consolider le référentiel sécurité - sûreté nucléaire (RSSN)**

Cette consolidation devra s'attacher :

- d'une part, à élaborer un référentiel optimisé et directement exploitable pour les directions de centre et des directions opérationnelles, au plus près des installations et des laboratoires ;
- d'autre part, à tenir à jour et faire évoluer le référentiel au regard des évolutions réglementaires, du Rex, des demandes des autorités, des changements de pratique nécessaires.

### ▪ **Maintenir l'identification constante des risques**

Pour une identification efficace et constante des risques, on s'attachera à prendre en compte leur graduation, pour une conscience partagée des risques majeurs, en cohérence avec la cartographie des risques du CEA.

De manière plus ciblée, il conviendra de mettre en place des actions de prévention spécifiques pour lutter contre les irrégularités en sûreté.

### ▪ **S'interroger périodiquement sur l'efficacité des démarches engagées**

**Compléter si nécessaire les indicateurs pour une meilleure capacité de pilotage des actions d'amélioration**

Cela, en lien avec :

- le respect du référentiel et de la documentation applicables ;
- la prise en compte et l'amélioration du partage du Rex de façon collective ;
- la constitution d'un vivier d'acteurs dans la filière sûreté.

**Réaliser des auto-évaluations et prendre en compte leurs résultats pour orienter les plans d'actions de renforcement de la sûreté**

### ▪ **Poursuivre la mise en œuvre du partage et du retour d'expérience**

**Améliorer la gestion des écarts et la détection des presque'accidents**

Il faudra notamment s'attacher à améliorer l'identification des signaux faibles.

**Diffuser le Rex en profondeur au-delà de la filière sûreté nucléaire**

Le retour d'expérience tiré des dysfonctionnements (événements déclarés aux autorités de sûreté) et le partage de ses enseignements sont des piliers de la démarche de prévention du CEA. S'appuyant aujourd'hui principalement sur la filière sûreté nucléaire, il conviendra d'aller au-delà de celle-ci et de diffuser le Rex en profondeur et toucher l'ensemble des acteurs opérationnels (techniciens, ingénieurs, chercheurs, chefs de projet, chefs de laboratoire, salariés des FLS, ...), prestataires compris, afin de renforcer son partage, et ce faisant, sa prise en compte et sa pérennité.

Référence du document : RSSN ORG-03-21 (I)	Page : 6 / 9
Titre du document : Politique de protection des intérêts 2022-2025	

## **Partager et valoriser le Rex et les bonnes pratiques entre les acteurs opérationnels des installations et ceux de la ligne sûreté**

Dans la continuité de l'objectif précédent, c'est en développant et en organisant des échanges réguliers entre les acteurs opérationnels et ceux de la ligne sûreté qu'une réelle valorisation du Rex pourra avoir lieu. Cette prise en compte devra être déclinée à tous les niveaux de l'exploitation des installations.

## **II. LES AXES PAR DOMAINE**

### **II.1. Santé, sécurité et salubrité publiques**

#### **Réaliser des analyses systémiques**

L'identification de chaque source de danger mise en œuvre dans une unité de travail et de ses processus de danger spécifiques demeure une étape clé de la démarche de prévention. Dans ce cadre, on s'attachera tout particulièrement à mesurer les risques inhérents aux scénarios d'accidents que des enchaînements de processus de danger peuvent produire.

Dans des environnements complexes, cette démarche permettra de déterminer les scénarios dimensionnants, de prévenir les risques associés tout en développant une conscience partagée des risques les plus importants présents dans l'INB.

#### **Prévenir le risque radiologique**

Poursuivant les actions déjà engagées pour la déclinaison de la nouvelle réglementation en matière de radioprotection, on s'attachera plus particulièrement à déployer l'organisation retenue pour l'exercice des missions des conseillers en radioprotection et des pôles de compétences en radioprotection.

### **II.2. Gestion environnementale**

Les objectifs en la matière sont, d'une part, de limiter les impacts sanitaires et environnementaux des rejets réglementés des INB du CEA en situation normale de fonctionnement, d'autre part, de prévenir les risques dans le domaine de la santé des populations et de la protection de l'environnement. Pour ce faire, il intègre l'élaboration de mesures harmonisées permettant l'application des exigences réglementaires relatives au contrôle des effluents, à la surveillance de l'environnement et à l'évaluation environnementale sur l'ensemble des centres du CEA.

#### **Finaliser et déployer une politique environnementale**

Cet axe vise à renforcer la synergie des différents acteurs de la gestion environnementale à tous les niveaux, et ce, dès la conception des projets.

Pour cela, une politique environnementale commune sera développée pour promouvoir l'engagement du CEA en matière d'environnement et assurer une cohérence d'ensemble sur les centres, tout en favorisant une déclinaison en fonction des besoins, des activités menées et des différentes installations présentes.



Référence du document : RSSN ORG-03-21 (I)	Page : 7 / 9
Titre du document : Politique de protection des intérêts 2022-2025	

## Renforcer le suivi des impacts liés aux activités des installations

Il conviendra de s'attacher au déploiement du référentiel pour la réalisation des évaluations environnementales et à l'harmonisation des études d'impact dans ce cadre.

En parallèle, en application du plan gouvernemental élaboré à la suite du Rex de l'incident Lubrizol, les évolutions de la réglementation devront être mises en œuvre au CEA. Par ailleurs, il conviendra de s'interroger de manière plus prononcée sur l'impact des activités chimiques qui sont effectives sur l'ensemble de ses centres. Le CEA devra donc adapter ses outils pour répondre à ces nouvelles exigences.

## Analyser le cycle de vie des produits

L'analyse du cycle de vie des produits doit être prise en compte lors du développement *a priori* des « process » industriels et des méthodologies. Elle devra s'attacher à envisager des méthodes alternatives en vue de minimiser les impacts sanitaires et environnementaux du CEA, de l'achat des matières premières jusqu'aux déchets produits.

## II.3. Sûreté nucléaire

Dans le domaine de la sûreté, l'articulation entre ce qui relève du « réglé » et ce qui relève du « géré » revêt une importance particulière : la sûreté gérée, fondée essentiellement sur l'importance et la reconnaissance des compétences de chacun et renforçant ainsi les capacités d'initiative et de décision collective, constitue un complément indissociable de la sûreté réglée, laquelle demeure indispensable pour une bonne prise en compte des exigences réglementaires et techniques.

## Maîtriser l'exploitation des installations nucléaires

L'exploitation des INB présentant des risques importants nécessite une maîtrise de la sûreté dans toutes les phases de vie. Ceci implique que le référentiel approuvé soit connu et reconnu du personnel d'exploitation, lequel doit être formé aux plans théorique et pratique. La maîtrise de la sûreté est en outre un gage de disponibilité et donc de performance opérationnelle. La nécessaire conformité des installations à leur référentiel de sûreté implique une gestion rigoureuse de leur configuration.

Le processus d'amélioration continue de l'exploitation passe en particulier par le partage du retour d'expérience entre les acteurs opérationnels des installations et ceux de la ligne sûreté/sécurité. La prise en compte de ce retour d'expérience devra être déclinée à tous les niveaux de l'exploitation et faire l'objet de sensibilisations adaptées.

Le respect des engagements sera priorisé et leur suivi partagé via un outil unique qui sera alimenté par les acteurs opérationnels.

Référence du document : RSSN ORG-03-21 (I)	Page : 8 / 9
Titre du document : Politique de protection des intérêts 2022-2025	

## Maîtriser le risque incendie dans les installations nucléaires

La maîtrise du risque incendie dans les INB est un enjeu majeur au regard de la probabilité d'un tel événement et de ses conséquences potentielles, pour l'installation et le site. Elle recourt à la mise en place d'une prévention adaptée au risque qui implique la connaissance et l'application des référentiels issus du code du travail, du code de l'environnement et du référentiel interne du CEA. Des dispositions adaptées devront être mises en place en conséquence et le maintien de la conformité à celles-ci devra être garanti dans le temps.

Par ailleurs, la maîtrise du risque incendie implique des moyens de détection et de lutte par des matériels fiables et qualifiés, adaptés aux enjeux de l'installation, dont la disponibilité doit être garantie par des contrôles et essais périodiques. Le personnel en charge de la mise en œuvre de ces matériels, en particuliers les salariés FLS, devront être formés et régulièrement entraînés, et sensibilisés aux risques particuliers des installations nucléaires.

### II.4. Maîtrise des activités confiées à des intervenants extérieurs

#### Consolider les audits de la CAEAR

Cette consolidation concerne les outils nécessaires pour auditer les entreprises dans les domaines de la CAEAR : ainsi en est-il des spécifications sur la base desquelles une grille d'audit sera établie et qui permettra une homogénéisation des pratiques d'audit.

Il conviendra également d'identifier et de former les salariés CEA (experts et auditeurs) réalisant des audits pour le compte de la CAEAR.

Enfin, la prise en compte du Rex, sur la base du logiciel SAGA, devra être développée. Ces actions seront formalisées et suivies dans la cadre d'un processus établi.

#### Renforcer la surveillance des intervenants extérieurs

L'un des enjeux pour le CEA est de concilier, d'une part, les principes de sécurité du travail fondés sur un partage de responsabilités entre les entreprises extérieures en leur qualité d'employeur et l'entreprise utilisatrice au titre de la coordination des mesures de prévention, et d'autre part, les exigences en sûreté fondées sur une responsabilité unique incombant à l'exploitant qui doit dans ce cadre exercer la surveillance des intervenants extérieurs.

Le CEA s'attachera ainsi, pour les quatre prochaines années, à poursuivre et renforcer cette surveillance dans le cadre des activités importantes pour la protection.

Plus particulièrement, la définition et la mise en œuvre de la formation des acteurs ayant recours à des entreprises sous-traitantes devront être renforcées et poursuivies.



Référence du document : RSSN ORG-03-21 (I)	Page : 9 / 9
Titre du document : Politique de protection des intérêts 2022-2025	

## II.5. Gestion des situations d'urgence

### Préparer l'organisation de crise à des situations d'urgence de tous types (multi-risques)

L'organisation de la gestion de crise du CEA, de la phase de préparation à la phase post-accidentelle, prend en compte la diversité des situations auxquelles le CEA pourrait être confronté : crises affectant directement le CEA, ses installations, ses activités ou son personnel, missions d'assistance aux pouvoirs publics ou à d'autres exploitants nucléaires.

Cette prise en compte de la diversité des situations de crise devra se faire en poursuivant notamment l'effort d'intégration des différentes compétences au sein des postes de commandement et des échelons techniques.

La diversification des types d'exercice et de leurs scénarios devra se poursuivre, sous l'impulsion des centres et des directions opérationnelles et fonctionnelles.

Dans les quatre prochaines années, il conviendra de renforcer encore la capacité décisionnelle du CEA face à l'imprévu et la préparation des équipiers de crise aux différentes situations de crise.

### Se préparer efficacement à la gestion de crise

L'organisation de crise du CEA, ses moyens matériels et humains doivent à tout instant être en capacité de s'adapter à la diversité de ces situations de crise, soudaines et imprévues, dont l'origine, la cinétique et les conséquences peuvent être multiples.

Pour répondre à cet enjeu, le CEA doit continuer, sur la période 2022-2025, à renforcer, en tenant compte des nouvelles contraintes générées notamment par la crise sanitaire :

- l'organisation de la préparation à la gestion de crise, concernant en particulier le positionnement des correspondants « gestion de crise » (vision transverse sur l'ensemble de l'organisation de crise du centre, approche multirisque) et la formation et l'entraînement des équipiers de crise ;
- l'organisation de la gestion d'une situation de crise, en particulier concernant la diffusion de l'alerte et le déploiement des moyens d'intervention.

Il importera, par ailleurs, de tester la robustesse de la diffusion de l'alerte et du déploiement des moyens d'intervention, dont l'efficacité de la FARN.

### Renforcer la formation des équipiers de crise

La gestion de crise fait partie intégrante de la sécurité au CEA. Tous les équipiers de crises devront être formés et entraînés aux fonctions qu'ils occupent. La formation INSTN « *Gestion des situations de crise : rôle des membres des postes de commandement* » permet de former les équipiers qui œuvrent au sein du PCD-N, des PCD-L et des ETC.

Afin d'atteindre un plus large public, une formation complémentaire en e-learning sera déployée.

\*  
\*   \*  
\*

Référence du document : RSSN ORG-03-01 (I)	Page: 10 / 10
Titre du document : Plan quadriennal sécurité 2022-2025	